

DROGUE, SOCIÉTÉ ET POUVOIR :

Quelques réflexions sur le cas colombien

C. GROS

Les années soixante-dix ont été, en Colombie, excellentes, surtout si l'on regarde du côté du commerce extérieur. De 1974 à 1980, trois booms se sont succédés : celui du café, provoqué par les gelées brésiliennes, celui de la Marijuana qui trouve son origine dans les problèmes de production et de vente rencontrés par les producteurs mexicains, enfin celui de la cocaïne. Ces trois "booms" ont rapporté beaucoup de devises au pays, que celles-ci soient rentrées officiellement (cas du café) ou par des voies détournées (marijuana ou cocaïne). A certaines époques, l'afflux de devises a été tel que contrairement à ce que l'on observe dans la plupart des pays d'Amérique latine, le cours du dollar noir était inférieur à celui du dollar officiel. S'agissant pour les deux derniers produits d'une activité clandestine, appartenant à l'économie dite souterraine, il n'est pas facile de donner des chiffres précis concernant la surface des cultures de marijuana ou de coca, le nombre de personnes impliquées dans la production et la commercialisation, le volume des transactions. On peut toutefois en avancer quelques uns. Il s'agit bien sûr de simples estimations provenant de sources nord-américaines (D.E.A.) ou colombiennes, et faisant parfois l'objet de contestations. Disons que l'important est d'avoir une idée, même approximative, de ce que représente cette économie de la drogue pour le pays.

Considérons d'abord le cas de la marijuana. Aux meilleures années, c'est-à-dire entre 1978 et 1980, la production colombienne fournit 60 % du marché nord-américain. Ce produit est alors réputé pour sa qualité. La "Santa-Martha golden" par exemple, se vend à un prix particulièrement intéressant. On estime alors que les cultures couvrent de 40 000 à 100 000 hectares, la valeur de la production est d'environ 1 400 millions de dollars. Cela représente 39 % de la valeur totale

des exportations officielles du pays, 81 % des exportations de café (premier produit d'exportation), 7,4 % du PIB. Ce résultat serait dû à l'activité de 30 000 personnes, alors que le café mobilise à lui seul près de 2 millions d'individus.

Cette simple comparaison indique à quel point la culture de la marijuana est alors rentable. Aucun autre produit ne peut, à cette époque, la concurrencer en terme de rendement financier à l'hectare et de profit. Mais cette production perdra ensuite de son importance relative. Les Etats-Unis, pays agricole, se lancent dans une politique (privée) de substitution des importations (la Californie ne produit pas que des oranges ou du vin...), alors même qu'ils font de fortes pressions sur les pays producteurs comme la Colombie, réclamant la destruction des cultures, l'arrestation et l'extradition des maffieux. Le marché nord-américain se forme donc en partie. Par ailleurs, la cocaïne monte en puissance, et prend peu à peu le relais. Et dans ce domaine, les Etats-Unis n'ont pas encore trouvé la parade. Ils ne peuvent produire la feuille de coca, et n'ont pas encore trouvé la recette miracle permettant la fabrication d'un produit de synthèse... Ceci dit, si la production de marijuana n'est plus ce qu'elle était, elle représente aujourd'hui encore des intérêts considérables. On en jugera à la seule lecture des chiffres concernant les saisies, sachant que ces dernières ne constituent jamais qu'une part minime de la production (entre 10 et 20 % estime-t-on généralement). Ainsi en 1983, seulement dans le Nord du pays (zone de forte production il est vrai, et lieu d'embarquement vers les USA), 5 000 tonnes ont été saisies et 186 pistes d'atterrissage clandestines ont été découvertes !

Considérons maintenant le cas de la cocaïne. La place éminente qu'occupe le pays dans ce trafic, a longtemps été due au savoir faire de ses chimistes et au contrôle exercé par ses commerçants sur le marché des USA. La Colombie occupe une position stratégique entre les grands pays producteurs de feuilles de coca (Bolivie et Pérou), et le marché américain. Elle se spécialisera longtemps dans un rôle de transformateur : les laboratoires colombiens raffineront la "base" produite au Pérou ou en Bolivie et l'exporteront ensuite eux-mêmes vers les Etats-Unis. Les cas de figure représentés par la marijuana et la cocaïne sont de ce point de vue fortement différents : l'"Herbe" ne fait pas l'objet d'une transformation (ce n'est pas une agro-industrie), et son marché est constitué par les Nord-Américains (en fait la mafia cubaine) qui viennent sur place, en Colombie, pour s'approvisionner... Alors que pour la cocaïne, 80 % du marché nord-américain serait, dit-on, contrôlé par les colombiens. Remarquons cependant

que le développement de la demande (il s'agit d'un marché très "porteur"), associé à des conditions de production localement favorables (certaines régions du pays cultivent traditionnellement la coca pour usage domestique), fera que peu à peu la Colombie va se lancer aussi dans la production de feuilles, s'assurant dans une certaine mesure le contrôle vertical de toute la production (et des profits). Ainsi en 1984, les surfaces destinées à la production de coca occupaient selon des estimations de 15 000 à 40 000 hectares, la production de laboratoires étant d'environ 360 tonnes/an, le tout pour une valeur d'environ 2 000 millions de dollars ! Chiffres considérables où l'unité de mesure est la tonne (et non le gramme) et le million de US \$! Mais prenons ceux, plus précis, donnés par les services de répression. La même année une véritable usine est découverte dans la région forestière du Yari. 15 tonnes de "pasta" ou "base" y sont entreposées (capables de produire 10 tonnes de cocaïne), ainsi que 2,5 tonnes de cocaïne pure. Le laboratoire serait, dit-on, capable de traiter annuellement la production de 30 000 hectares de coca...

Toujours la même année, et en l'espace de 7 mois seulement, 3,5 tonnes de cocaïne pure sont saisies dans le pays, 150 avions liés au trafic sont capturés et 500 000 plants de coca détruits. On estimait qu'il existait, en 1983, pas moins de 2 000 pistes d'atterrissage clandestines sur le territoire colombien.

L'économie de la drogue occupe donc une place considérable dans le pays, rendant fort aléatoire toute analyse économique et financière qui refuserait d'en tenir compte. Ainsi, les revenus rapportés par la production de marijuana et de cocaïne en 1980, représentaient 3 500 millions de dollars, dépassant largement ceux obtenus par le café et les autres exportations officielles. A la même époque, 15 % des 25 000 millions de dollars en dépôt à la Banque fédérale de réserve de Miami étaient des avoirs colombiens dont l'origine ne faisait guère de doute. La seule fortune de Pablo Escobar, le "capo" le plus connu du pays, est estimée à 2 000 millions de dollars.

Une telle production, une telle compétitivité et efficacité, supposent la mise en place d'une infrastructure considérable, des moyens sophistiqués. La mafia de la cocaïne en particulier, fonctionne comme une véritable multi-nationale, mobilisant une logistique impressionnante. Elle est capable d'intervenir dans de nombreux pays. Elle dispose de services de spécialistes

financiers de niveau international, d'avocats et d'hommes d'affaires chargés de défendre ses intérêts, de recycler les bénéfices, d'investir dans de nombreux domaines (industrie, tourisme, agriculture et élevage, etc.). Elle emploie une foule d'ingénieurs, de chimistes, d'agronomes, de spécialistes radio, de mécaniciens, de pilotes d'avions, d'hélicoptères et de bateaux. Elle a organisé une véritable petite armée, fort bien équipée, disposant de radars sophistiqués, etc. Enfin et surtout, autour de ce noyau dur, elle peut compter sur la complicité organisée d'une large nébuleuse formée d'hommes les plus divers : fonctionnaires, douaniers, juges, policiers, militaires, hommes politiques, sans lesquels une activité menée à cette échelle serait tout bonnement impossible. A cela s'ajoute encore, un nombre sans cesse croissant de petits et moyens producteurs de feuilles, dont l'activité illicite n'a de sens que parce qu'elle débouche sur un marché organisé par le macro trafic. Le développement du marché a peu à peu amené les colombiens à investir aussi dans la culture de la coca, réalisant ainsi une intégration verticale de la production. Ces cultivateurs sont souvent des colons disséminés dans les régions périphériques du pays où ils forment une population nombreuse et organisée. Leurs intérêts sont aujourd'hui étroitement dépendants de cette nouvelle culture.

Pourquoi ce pays est-il devenu, en l'espace de quelques années, leader dans la production et le marché de marijuana et ensuite de cocaïne ? Nous avons dit l'importance qu'il convenait d'attribuer aux facteurs géographiques et écologiques : la Colombie, seul pays d'Amérique du Sud à disposer d'une double façade maritime (Atlantique et Pacifique), a de plus, des terres abondantes, aptes à la colonisation, et d'accès difficile (donc protégées des services de répression de l'Etat). Mais à cela s'ajoute le poids de l'histoire, de l'idiosyncrasie locale, sans parler d'autres facteurs, plus spécifiquement politiques et administratifs. Pour ce qui est de l'histoire, avançons quelques hypothèses. On remarquera que, depuis l'époque coloniale et le monopole exercé par l'Espagne sur le commerce extérieur de ses colonies, il y a une forte tradition dans le Nord du pays, notamment du côté caraïbe, de pratiques de contrebande. Les "guarijos" (habitant la péninsule de la Guarija) sont fort connus pour cela. L'essor du trafic de marijuana n'a pas nécessité de leur part une reconversion difficile... Et il y a aussi un aspect que l'on pourrait qualifier de culturel. Certes, c'est là un domaine qu'il n'est pas aisé de préciser, mais il est certain que le Colombien a, depuis longtemps, au sein des autres pays d'Amérique Latine, une réputation bien particulière d'aventurier, de défricheur, parfois même de bandit. Certes, ici les préjugés ont la part belle. Mais ce côté "emprededor", pour le meilleur et pour le pire, fait

aussi merveille dans une activité aussi difficile et risquée qui est celle de la drogue... Remarquons enfin dans le domaine politique la faiblesse relative de l'Etat, et le sur-développement du système politique.

Faiblesse de l'Etat, ceci veut dire, entre autre chose, un système judiciaire en quasi-faillite, l'absence de contrôle et de sanctions pour les délits de toutes sortes, et aussi une situation d'abandon pour de vastes régions du pays, celles précisément où vont se développer les cultures interdites. Cela veut dire encore un Etat largement occupé de l'intérieur par un système politique, bi-partisan, de type clientéliste, offrant un terrain relativement perméable aux intérêts maffieux...

Quelles sont maintenant les répercussions de la production et du trafic de stupéfiants sur l'économie du pays ?

Au niveau des régions productrices, tout d'abord, la drogue a signifié une arrivée extraordinaire d'argent et de richesse : le petit producteur de marijuana ou de coca sort enfin de la misère dans laquelle le maintenaient l'insuffisance de terres et l'éloignement des marchés. Les salaires sont multipliés par dix, le commerce prospère, les fonctionnaires s'enrichissent... Une prospérité d'autant plus remarquable que ce phénomène se produit généralement dans des régions jusque là fort déshéritées, éloignées de l'Etat et de ses services. Mais cette prospérité, en partie semblable à celle que peuvent connaître les régions du café quand les cours sont au plus haut, n'est pas dénuée d'effets contraires : fin de la production de produits vivriers concurrencés par les cultures de la drogue, flambée du prix des produits de consommation, violence et insécurité dans la vie quotidienne, et une économie largement spéculative et donc incertaine. Le reflux de la marijuana sera durement ressenti par les populations de la côte. Il est certain, toutefois, que dans de nombreuses régions du pays, les intérêts des populations locales sont directement dépendants de l'économie de la drogue. Réprimer la production et le trafic revient alors à réprimer la population locale dans son ensemble, tous secteurs confondus.

Pour le pays, on remarquera d'abord que le développement de l'économie illicite n'est pas lié à une situation de crise économique. Au contraire, les années soixante-dix sont des années de forte croissance économique. Faisons même l'hypothèse que la richesse produite par la

marijuana et ensuite la cocaïne va retarder l'apparition de la crise économique au début des années quatre-vingts et la rendra moins forte ensuite. De 1970 à 1980, le taux de croissance du PIB dans le pays est parmi les plus élevés de toute l'Amérique latine. le pays est aussi moins endetté que ses voisins et ses réserves en devises atteindront 5650 millions de dollars en 1981. Mieux encore, les pouvoirs publics contrôleront relativement bien la poussée inflationniste provoquée par cet afflux d'argent (l'inflation est inférieure à 30 % l'an, avant 1980, de 24 % en 1982 et de 15 % en 1984, quand elle est à 3 ou 4 chiffres en Bolivie, Pérou, Brésil, Argentine...). Il est donc certain que, durant toute une période, les narco-dollars font vivre beaucoup de monde, dynamisant la consommation et donc le commerce et la production.

Mais ici encore, la médaille a son revers : l'argent facilement gagné dans l'économie de la drogue décourage les investissements productifs et provoque aussi une flambée de spéculation ; des capitaux considérables vont pénétrer le secteur financier, qui va croître à un rythme démesuré et se lancera dans des entreprises hasardeuses, souvent frauduleuses, jusqu'au crack de 1982-1983. Par ailleurs, le gouvernement désireux de lutter contre les poussées inflationnistes largement attribuables à l'afflux de narco-dollars, prendra des mesures monétaristes (hausse du taux de l'intérêt) et ouvrira le marché intérieur aux importations, ce qui provoque, au début des années quatre-vingts, une grave crise industrielle dans le pays. Enfin, le développement de l'économie de la drogue encourage et facilite toute une série de pratiques illicites, participant de l'économie "souterraine". Les importations et exportations illégales atteindront des sommets.

Le bilan économique est donc pour le moins partagé. Et une chose est certaine : l'Etat en tant qu'agent de développement, organisme fiscalisateur et régulateur de la vie économique, est directement mis en question. Comment définir une politique économique, défendre sa monnaie, faire rentrer l'impôt, alors qu'une part très singificative de la production et des échanges échappe à tout contrôle ? situation d'autant plus grave qu'à ceci s'ajoute la prolifération d'un secteur informel dans les villes , qui échappe aussi à son emprise.

Socialement, les effets de l'économie souterraine ne sont pas moins dévastateurs. Effets de corruption tout d'abord, dans un pays qui n'en avait pas besoin. Le réseau de complicité qui s'est peu à peu créé est tel que rares sont les secteurs de l'activité économique, sociale et politique qui ne sont pas touchés, de près ou de loin, par les narco-dollars. A commencer par les

institutions répressives elles-mêmes (armée, justice, police, etc.) qui, on l'imagine, sont les plus soumises à la pression et au chantage des intérêts maffieux. Une anecdote donnera une idée du problème posé au pays. A la grande époque de la marijuana, le gouvernement Turbay Ayala décide de militariser la Guarija, lieu clé du trafic. Très vite, le problème est alors de savoir s'il vaut mieux laisser en permanence le même contingent dans la région, avec risque de voir les hommes le composant devenir totalement corrompus ou s'il est préférable d'assurer une rotation des troupes, avec le danger de voir l'ensemble du corps militaire se gangrener...

Mais au-delà de cette anecdote, c'est plus encore dans la société civile qu'il convient de juger des effets multiples provoqués par l'économie de la drogue. Ils sont complexes. Par exemple, il existe bien un processus de démoralisation qui touche, on l'a dit, de nombreuses couches et catégories sociales. Mais la drogue alimente aussi un nouveau discours de légitimation pour la vieille classe dominante-dirigeante. L'"oligarchie", s'opposant aux "nouveaux riches" et parvenus de la drogue, peut affirmer haut et fort les qualités morales et intellectuelles de ses membres comme l'origine honorable de ses propres richesses... Elle trouve le repoussoir dont elle avait besoin pour se refaire à bon compte une virginité... Mais ce discours, très présent dans la presse, et les déclarations publiques, trouve vite ses limites. Efficace dans un premier temps (époque de la marijuana) quand il s'agissait de se défendre contre une nouvelle classe "émergente" aux origines souvent "lumpen", localisée loin de Bogota dans le Nord du pays, elle le sera beaucoup moins au fur et à mesure que des scandales successifs montreront jusqu'à quel point des hommes politiques et des familles illustres sont en fait partie prenante du trafic. D'autant qu'avec la cocaïne le centre du système se déplace de la côte vers Medellin, la capitale industrielle du pays.

Le fait est que l'oligarchie traditionnelle se trouve en partie concurrencée par le pouvoir économique des nouveaux riches de la drogue. Mais elle est aussi de plus en plus compromise directement ou indirectement dans les affaires de ces derniers. Déplacée, ou en passe de l'être, par ce nouvel acteur social (le mafieux), en quête de légitimité, elle est aussi conquise par lui. Le mafieux tente de transformer son pouvoir économique (considérable) en pouvoir social et politique. Et il y réussit largement.

Car ces nouveaux héros d'un capitalisme sauvage ne sont pas que très riches et en mesure

d'acheter à peu près tout dans le pays, et à n'importe quel prix. Ils disposent en plus d'une popularité indéniable dans leur région d'origine, auprès des déshérités et plus généralement de vastes secteurs de couches populaires. Ce succès tient d'abord à l'origine populaire de ces nouveaux "supermen" à la colombienne. L'identification pour le peuple de la rue est plus facile. L'extraordinaire richesse des mafieux, et le spectacle qu'ils aiment en donner, exerce une véritable fascination sur ceux qui sont les plus dépourvus (et même parmi les classes moyennes). Les dépenses somptuaires dont sont coutumiers ces parvenus font peut-être l'objet de railleries de la part des élites cultivées de Bogota. Elles n'en suscitent pas moins l'admiration sans réserve des classes populaires qui trouvent ainsi le moyen de réaliser par mafieu interposé leurs rêves les plus fous.

Il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire sur l'esthétique mafieuse, comme expression d'une culture populaire qui trouverait enfin les moyens économiques de son expression (avec tout le poids aussi des modèles dominants tels que repris et réinterprétés par ceux qui font d'une consommation ostentatoire le signe de leur réussite, et l'expression d'une revanche sociale).

Mais cette sympathie pour les grands mafiosi se nourrit aussi des sentiments anti-oligarchiques et anti-yankees si répandus dans la population. Résumons la situation au risque de la caricaturer en disant que pour l'homme de la rue (et de la campagne), jusqu'ici les "magouilleurs" étaient les "riches", ceux qui dominent le pays, contrôlent la terre et la politique, exercent une domination sociale directe sur les "pauvres". Avec la drogue et grâce à elle, c'est pour une fois des gens du peuple (ou supposés tels), en tout cas des hommes pourchassés par le pouvoir en place, qui sans hypocrisie et utilisant les moyens qui sont à leur portée, deviennent plus riches que les riches, tout en s'opposant à eux.

Dans le même ordre d'idée, on notera par ailleurs, que l'argent gagné est pris aux "gringos" et non au "peuple", ce qui ne peut que satisfaire les sentiments anti-yankee de la population. On retrouve en fait dans la sympathie active dont disposent les grands mafiosis, les ingrédients classiques dessinant la figure et faisant le succès populaire des "bandits d'honneur" ou bandits sociaux. Ces héros insaisissables, dont les crimes exercés à l'encontre des riches et de l'autorité, expriment sous un mode individuel et anarchique un sens inné de la révolte sociale. La Colombie elle-même en a connu de beaux exemples durant la guerre civile (connue sous le nom de "violence").

Enfin, autant par générosité spontanée que par calcul, certains mafiosi parmi les plus grands se conduisent en philanthropes, en benefacteur de leur ville ou communauté, redistribuant autour d'eux des miettes du festin. En ce domaine, les exemples sont innombrables. Citons les dons aux hôpitaux, aux églises, le financement d'éclairages publics, de zoos et terrains de sport, l'entretien de l'équipe de foot, l'achat d'ambulances, l'organisation de fêtes populaires avec alcool et orchestres, etc. Et l'affaire n'est pas mince. Ainsi, à Medellin, le grand "capo" de la région créera une corporation "Medellin sans taudis" pour financer de sa poche la construction d'un quartier de 400 maisons destinées à des familles pauvres qui vivaient jusque là sur une décharge publique... Tout cela est bien sûr connu, répercuté et amplifié par la rumeur publique. Bref, tant qu'ils échappent aux agents de la répression, les grands mafiosi ont statut de héros populaires, pour devenir d'injustes victimes de l'oligarchie et des Américains quand ils se font prendre (ce qui est rare) et extraditer vers les Etats Unis (si des charges existent sur eux dans ce pays).

Ce capital de sympathie, particulièrement sensible au sein des régions dont les grands mafieux sont originaires, conduira certains d'entre eux à s'orienter vers la politique, et directement ou indirectement à y prendre une part active. Pourquoi cet intérêt pour la politique ? Le désir de se ménager des appuis et des protections au sein de la classe politique et de l'appareil d'Etat est le premier mobile. Les Colombiens sont convaincus que des sommes d'argent très importantes en provenance de la mafia ont alimenté la caisse de certains partis (notamment le Parti libéral), ou plus directement les campagnes de certains hommes politiques. Cette offensive en direction de la classe politique se fera surtout sentir au début des années quatre-vingts, quand le gouvernement devra décider s'il accepte ou non le principe de l'extradition des mafieux colombiens réclamés par la justice des Etats-Unis. Ici l'enjeu est de taille : la justice américaine et ses prisons sont, à très bon titre, redoutées par les extradables. A cette époque (1981 - 1983), un des mafieux les plus connus dans le pays créera même son propre parti : le Mouvement civique latino-national, qui, organisé autour de sa personnalité et proposant des thèmes démagogo-populistes très fortement anti-Américains, comptera jusqu'à 10 000 affiliés dans sa région d'origine. Notons enfin que l'entrée directe en politique des mafieux (comme conseillers, suppléants de congressistes, etc.) constitue un moyen excellent de bénéficier de l'immunité parlementaire.

L'assassinat, par la mafia, du ministre de la Justice : Lara Bonilla (avril 1984), promoteur du traité d'extradition, mettra un terme provisoire aux formes les plus voyantes d'infiltration de l'appareil politique. La répression qui va s'en suivre conduira vers la clandestinité les grands "capos". Une véritable rupture s'établit alors entre les mafieux et la société colombienne. La mafia ne jouit plus comme auparavant d'une sorte d'"impunité sociale". Ramenée à son caractère de criminel de droit commun, elle ne pourra jamais, en dépit de sa fortune et de ses multiples efforts, récupérer le terrain perdu. De Panama, elle proposera même au gouvernement colombien de rapatrier la totalité de ses capitaux (2 000 millions de dollars) et de démanteler son réseau (laboratoires y compris), contre le droit de jouir en "bon citoyen" de sa fortune acquise ! Trop tard. Et les voix qui, au sein de l'establishment financier avaient à une époque réclamé très officiellement la légalisation de la production de drogue (il s'agissait de la marijuana), comme moyen d'en terminer avec le caractère clandestin de cette activité très lucrative, se sont tues. La mafia en gardera une haine tenace pour les artisans de cette mise hors jeu. La politique n'ayant pas satisfait ses desseins, elle s'engagera dans une élimination brutale de tous ceux qu'elle juge responsables de ses échecs (hommes politiques, juges, policiers).

La guerre étant déclarée, rien depuis lors ne semble en mesure de l'arrêter. Du côté du gouvernement colombien, l'enjeu n'est pas que la répression d'une activité illicite, qui par le nombre des hommes mobilisés et des bénéfices produits, constitue un véritable défi à l'Etat de droit (sans parler des effets économiques et sociaux que nous avons déjà mentionnés). L'enjeu est aussi, dans un tout autre domaine, ce que l'ambassadeur des Etats Unis en Colombie, L. Tambs, a appelé du terme très controversé de "Narco-guerilla". Qu'est-ce à dire ? Il se trouve que ,pour des raisons tenant à peu près aux mêmes facteurs : nature du terrain, éloignement des villes, caractère de la population, les zones contrôlées plus ou moins étroitement par la guérilla colombienne (près de 25 % de la superficie du pays), coïncident avec celles de production de drogue. La guérilla (et notamment les F.A.R.C. du Parti communiste) ne cache pas que dans ses zones d'influence elle n'interdit pas aux petits colons la plantation de coca ou de marijuana. C'est là leur principale richesse, et s'opposer à ces cultures reviendrait à se couper, dit-elle, de sa base sociale. Son action se limite à faire la police et à rendre obligatoire la culture, à côté de la coca, de produits vivriers nécessaires à l'alimentation de la population (et à l'approvisionnement de son armée). Il est toutefois difficile d'imaginer que contrôlant

étroitement la production de cette richesse, rien ne soit prélevé par elle pour assurer son propre financement. De multiples témoignages indiquent que dans les zones de guérilla, l'équipement des troupes rebelles n'a jamais été aussi bon. L'argent de la drogue et les armes ont toujours fait bon ménage. Cette situation ne peut qu'inquiéter considérablement le gouvernement colombien et son armée. Nous sommes loin aujourd'hui de l'époque où des aventuriers nord-américains venaient dans le Nord du pays, acheter la "mona", la meilleure "herbe" produite dans toute la région. La "narco-guérilla" ne signifie pas qu'il y a identité de mobile, et une idéologie partagée, entre les dirigeants du trafic de drogue, et les dirigeants des différents groupes de guérilla. Le mafieux est d'abord un homme d'affaires qui ne demanderait pas mieux que d'être intégré à la hauteur de ses capitaux dans le système social en vigueur, et le petit producteur, comme les intermédiaires divers qui travaillent pour lui, ne sont pas mus par des raisons idéologiques et des motifs politiques. Mais il y a une évidente convergence d'intérêt dans la situation présente entre les clandestins de la drogue et ceux de la lutte armée. Disons encore, pour reprendre un autre vocabulaire, qu'ils sont des alliés "objectifs"... Aussi voit-on une fois de plus comment la question du trafic de drogues et de l'économie clandestine, au-delà du social et de l'économique, se convertit en un problème politique majeur pour le pays.

BIBLIOGRAPHIE

ANTONIL, Mama Coca, Hanle Free Press, 1978.

CAMACHO GUIZADE Alvaro, Droga corrupcion y poder marihuana y cocaína en la sociedad colonisiana, CIDSE, Universidad del Valle, 1981.

CAMACHO GUIZADE Alvaro, "La drogue, encore : de la marijuana à la cocaïne", in Amérique Latine, 1985, n° 23

CAMACHO GUIZADO Alvaro, "La narco-guérilla : montage d'une théorie", Amérique Latine, 1985, n° 24

JARAMILLO J., MOZA L., CUBIDES F., Colonizacion, coca y guerilla, ed. universidad Nacional de Colombia, 1986.

HEUMAN Antony, LEWIS Roger, MALYON Tim, Big Deal. The politics of the illicit drugs business, Pluto Press, London, 1985

SAULOY Mylène, "Bogota jungle", Autrement, 1985.

QUESTIONS

Q : Y a-t-il un rapport quelconque entre l'économie de la drogue et la ville ?

- Il y a deux choses : le lieu de production qui n'est pas la ville, c'est plutôt les campagnes, les zones périphériques marginales et le centre nerveux du trafic, les réseaux de distribution, les laboratoires qui se trouvent en zone urbaine. C'est clair. Mais je n'ai parlé que de l'aspect production et exportation du produit. Il y a aussi un aspect consommation interne. La cocaïne est consommée, mais ce qui fait problème dans le pays c'est le "basouco" ce qu'on appelle encore la "base", c'est à dire un produit intermédiaire qui est beaucoup plus nocif et fait l'objet d'une distribution croissante à l'intérieur du pays au travers de secteurs informels.

Q : C'est plutôt en ville ?

- L'économie urbaine du nord du pays, et les zones de production, se trouvent bouleversées par la présence de l'argent qui rentre par l'économie de la drogue...

Q : Comment se fait-il que les oligarchies traditionnelles continuent à se perpétuer étant donné l'importance écrasante de l'économie venant de la drogue et étant donné aussi leurs interventions sur le pays, on a l'impression que c'est un phénomène qui est récent et n'a pas encore atteint toute son importance.

- 10 ans.

Q : Ah c'est 10 ans !

- Cela commence à devenir important en 75.

Q : Avec cet effet de bulldozer dans 10 ans il n'y a pas plus d'oligarchie traditionnelle ?

- Il est clair, que ce que j'ai présenté ici, est très distorsionné, parce que je prends d'un côté la mafia, de l'autre côté l'oligarchie traditionnelle, comme si il y avait une coupure radicale entre elles, et rien d'autres parmi les classes dominantes.

Il y a une circulation assez importante d'argent de l'une à l'autre. Le secteur financier est justement l'appareil qui recycle cet argent qui vient de la mafia, vers l'industrie, vers la construction immobilière etc... donc il y a copénétration. On peut toujours jouer les vertueux. Mais en fait il n'y a pas coupure. Par exemple la mafia a établi un système d'actionnariat. Un des moyens de payer si vous voulez, les complicités c'est de permettre que des personnes de toute sorte, extérieures à la mafia

proprement dite, soient associées à chaque gros coups. Ils apportent de l'argent pour le trafic, même de modestes sommes, et ils reçoivent des intérêts très très élevés. Cela touche un grand nombre de gens dans le pays. Il n'y a donc pas de cloisons étanches.

Q :- Vu l'intensité de ce trafic et la place qu'il laisse à la répression, on peut se demander s'il n'y a pas là un système d'angulation pour perpétuer des groupes sociaux.

- Oui ; mais je vais répondre par une question : qu'est-ce qui se passerait finalement dans le pays si on acceptait que soit légalisé la production, ou si, sans la légaliser on laissait faire comme cela s'est passé pendant pas mal de temps parce qu'on estimait que les prises de drogue concernaient de 10 % à 15 % de la production ? En fait, ce qui importait, c'était plutôt le spectacle de la répression que la répression elle-même. Les relations de pouvoir avec les Etats-Unis étant ce qu'elles sont, il est impossible à un gouvernement colombien de légaliser le trafic de drogue. Il peut seulement être plus ou moins tolérant. La grande lutte a commencé au moment de l'assassinat du ministre de la justice et pour des raisons politiques, parce qu'on estimait que la mafia est allée trop loin, même si on n'a jamais eu la preuve que c'est elle qui l'a assassiné. Elle est allée trop loin car elle menaçait les institutions. Là il y a eut une très violente réponse qui n'a pas démantelé pour autant le système.

Q :- Quel est le rapport entre la mafia et les groupes des guerilleros ?

- Il faudrait avoir du temps pour développer ce point, car c'est très compliqué. Je peux dire que les régions de production de cocaïne sont aussi les régions dans lesquelles il y a la guérilla, et ce, pour les mêmes raisons : ce sont des régions éloignées avec des forêts, des régions peu accessibles, des régions de conflits sociaux etc... Il y a donc très souvent recouvrement géographique. Il est très difficile d'imaginer qu'il puisse y avoir coexistence sans accord. Quelle est la nature de l'accord ? Est-ce la non ingérence dans des affaires réciproques ? C'est possible. Mais cela peut être quelque chose qui va beaucoup plus loin : la drogue a toujours été associée aux armes, et il est certain que la mafia achète des armes. Qu'elle les revende à la guérilla c'est fort possible. La "narco-guérilla" c'est autre chose. Ce serait une complicité idéologique entre les deux éléments. Je n'y crois pas. Il est certain que la guérilla contrôle militairement des régions du pays, et dans ces régions là, il y a aussi un trafic de drogue qui se perpétue. Cela ne peut pas se faire sans l'aval de la guérilla qui prélève peut-être au passage une partie, un pourcentage, comme elle prélève sur les propriétaires fonciers un impôt révolutionnaire. Je voudrais seulement ajouter que dans les années 78-79, en Colombie, la guérilla du M.19 a commencé à procéder à des enlèvements de mafieux. Il y a eu alors une réponse très violente de la mafia. Elle a créé un mouvement para-militaire qui s'appelle le MAS (Mouvement Anti Secuestro) qui, en l'espace d'un an, a éliminé, assassiné 500 personnes, liées à la gauche et à l'extrême gauche, des syndicalistes etc... Sur la base de cette réponse très violente, très dure, un accord a été passé entre le M.19 et la mafia, pour qu'il n'y ait plus de séquestrations de mafiosi. Depuis, il n'y a plus eu de séquestration de mafiosi. Il existe donc des accords. Mais de là à dire qu'il y a une "narco guérilla" comme le déclare le Département d'Etat américain...!

Q :- Comment on évalue le marché local de consommation ?

- Il y a un marché à deux temps. D'abord la cocaïne qui pénètre le milieu urbain, l'élite urbaine essentiellement, parce que c'est un produit cher, même en Colombie, et après il y a la "base", le basouco qui est un produit de consommation populaire extrêmement dangereux, très nocif dont l'usage se développe très vite dans les milieux populaires et lumpen. Le basouco, et la dépendance qu'il suscite, sont les moteurs d'une criminalité urbaine d'un type nouveau. On s'en inquiète beaucoup. Comme vous le savez, la Colombie est un pays dans lequel la criminalité urbaine atteint déjà des sommets.

Q :- On a l'impression qu'il s'agit d'un système qui est complètement parallèle ; or ne s'agit-il

pas de quelque chose de beaucoup plus intégré ? Je pense à ce que vous avez dit : " jamais on n'attrape les gros " ; ne serait-ce pas tout simplement parce que on ne les cherche pas ? Vous dites qu'ils gênent les classes dirigeantes parce qu'ils investissent le politique, Ne sont-ils pas plutôt une sorte de pouvoir qui conteste les classes dirigeantes actuelles ? Est-ce que les classes dirigeantes disons traditionnelles, ne les utilisent pas, ne les intègrent pas d'une certaine façon ? Quand vous dites que la répression est très élevée pour un rendement moyen, je suppose quand même que les fonctions qui sont faites vont bien quelque part. Peut-être ne vont-elles pas dans les caisses de l'Etat, mais elles vont quelque part ! Alors, soit elles vont pour les douaniers, soit pour la police, qui sont quand même des institutions de l'Etat, soit elles vont à des individus et dans des réseaux, et à ce moment-là il faudrait préciser. N'avons-nous pas là des exemples d'un système d'intégration plutôt qu'un système parallèle qui menace celui de l'Etat ?

- Ce que tu dis est assez juste, bien que les quantités de drogues saisies doivent en principe faire l'objet d'une destruction. Le but des mafieux qui on fait fortune, c'est d'être reconnus socialement, et de jouir de leurs fortunes en concurrence avec les autres. Inversement, il y a des gens qui n'ont pas une origine mafieuse et qui ne résistent pas aux gains que peut permettre la drogue. Donc il y a en fait une pénétration très forte dans toutes la société de cet argent de la drogue, directement et indirectement.

Q :- Un des points important que j'ai retenu dans votre intervention c'est que la personne qui faisait une culture de cocaïne gagnait 10 fois plus que celle qui faisait la culture du café. Moi je pense que si on réfléchit à partir de là ,on peut faire beaucoup de déductions parce que cela pose un problème...

On se demande si ce qui est reconnu par le gouvernement et par les autorités internationales c'est vraiment ce qu'il faut.

- Le café est la culture riche du pays. Dans le café le salaire est extrêmement bas. La région la plus riche de la Colombie est une région misérables au niveau des travailleurs. Dans les régions de drogue, on trouve des salaires multiplié par 10. Ces salariés, quitte à se casser la gueule, ne voudraient pas retourner sur le marché officiel et refusent maintenant de travailler aux anciens prix. Ils ont goûté à autre chose et maintenant il leur est difficile de revenir en arrière. Il y a eu un afflux de population sur la côte colombienne. Maintenant que l'économie de la marijuana a baissé, cet afflux de gens qui étaient venus pour travailler dans les plantations d'herbe, et ne veulent plus travailler comme salariés agricoles, se retrouve dans les villes et alimente le secteur informel... Les petits propriétaires de terres, les colons disposant de trop petites surfaces, ont été très souvent, par le passé, en conflit pour essayer de récupérer les terres, des grands domaines. Les conflits ont cessé lorsque ces gens-là sont partis coloniser, et aussi parce que, maintenant, avec une faible surface, on arrive, en cultivant de la drogue, à vivre, alors qu'avant on n'y arrivait pas. Le seul moyen était alors d'envahir les terres, de se battre. Dans certaines régions la culture de la drogue a diminué les conflits pour la terre. Mais ailleurs elle les a accrus. Dans les régions où il y a des réserves indiennes par exemple, il y a une pression sur les terres indiennes de la part des trafiquants, des colons petits producteurs d'herbe, qui viennent envahir les terres indiennes. Il y a donc déplacement des conflits.

A.B.

Ce que je voudrais savoir, D. Fassin l'a soulevé tout à l'heure : est-ce qu'on peut parler de pouvoirs ou de pratiques parallèles. Dans le cas de la Colombie, on ne sait pas s'il s'agit de cas

de faiblesse ou d'implication de l'Etat.

C. GROS

Dans le cas de la Colombie, pour résumer, on peut raisonner sur la guérilla ou sur les réseaux du narco-trafic. Dans le cas de la guérilla, c'est encore plus évident, car les régions qu'elle domine, on les a longtemps considérées comme la République indépendante. C'est-à-dire que, dans ces régions, c'est la guérilla qui fait la loi, qui relève les impôts à l'Etat révolutionnaire. C'est elle qui contrôle les entrées et les sorties, etc. Il y a des bases où effectivement l'Etat colombien est mis en échec. Il s'avère que ce sont généralement des régions assez périphériques : les régions montagneuses.

Pour la drogue, c'est d'autant plus intéressant. On retrouve ce phénomène dans les mêmes régions que le précédent : les régions frontalières entre la Colombie et le Brésil, entre la Colombie et le Pérou, avec l'Equateur et un peu avec le Venezuela. Ces séries de frontières sont loin du pouvoir central. Quand une organisation de drogue a son armée, elle contrôle aussi son propre espace.

F.M.

Où se situe le religieux en Colombie par exemple ? Quel est le rôle du clergé ? Au Liban, où chacune des milices se définit plus ou moins confessionnellement, quelle est la place des institutions religieuses ?

C.G.

Dans le cas de la Colombie, le clergé est plutôt réactionnaire dans 80 % des cas. Pour ce qui concerne la drogue, un certain nombre de membres du clergé ont dit qu'ils ont reçu de l'argent des organisations, mais que finalement ils l'utilisaient pour des bonnes oeuvres... Je ne dis pas que l'Eglise participe au trafic de la drogue, mais elle reconnaît qu'elle a parfois reçu de l'argent des trafiquants.

...

En écoutant les autres, je pense à une chose pour le cas colombien. Manifestement, il y a un sur-développement de l'appareil bureaucratique qui a une raison historique -l'Espagne qui l'a dominé a toujours créé une administration importante- qui se trouve actuellement très liée à la pratique du système politique.

On crée beaucoup de fonctionnaires et finalement on ne vote que pour des fonctionnaires qui sont les principaux partisans politiques. Ces fonctionnaires sont très mal payés, on multiplie les contrôles, etc. Cependant, l'efficacité est très douteuse, comme c'est le cas pour la douane, en Colombie : il y a un nombre considérable de domaines et de pays dans lesquels la contre-bande a atteint les sommets les plus élevés. C'est curieux comme phénomène. On peut dire qu'il y a comme une sorte de convergence d'intérêts. On fait beaucoup de fonctionnaires qu'on ne peut pas payer et finalement, et ce sont les contrebandiers qui payent les fonctionnaires, qui alimentent le système politique.

A.B.

Pour provoquer un peu, est-ce qu'on ne peut pas dire, pour le cas de la Colombie comme pour les autres exemples évoqués ici, que ce sont des groupes sociaux, des communautés confessionnelles qui se sont donnés leurs propres normes et que, finalement, l'Etat a été bien obligé d'intégrer cette norme.

Ph. H.

On a vu, au moins dans deux exposés, qu'il y avait un consensus populaire autour d'un système économique ou d'une activité vus comme anormaux . Je voudrais savoir si dans le cas colombien il y aura, au sein de la population, des types de comportements liés à la drogue qui sont mal reçus, mal considérés...

C.G.

Je ne sais pas. Le problème en Colombie, est un problème de violence. C'est une société violente et tout le monde souffre de la violence. Là, c'est un problème central de la Colombie. Celle-ci essaye de le résoudre au niveau politique. Une des manifestations (de la violence) c'est quand même la lutte armée.

Or, ce qui préoccupe beaucoup le pouvoir, car l'enjeu, c'est le pouvoir, c'est que cet argent de la drogue est destiné à acheter les armes pour la guérilla. C'est un problème très sérieux, que l'on ne peut pas évacuer comme cela.

En même temps, la Colombie, est une démocratie dans laquelle les classes dominantes contrôlent tout le système politique et dans laquelle la dimension idéologique est très faible maintenant : plus personne n'y croit ; mais le système politique continue à fonctionner sur la base d'une démocratie restreinte. Il a donc une crise de légitimité très forte comme chez les élites, par exemple. Cela s'aggrave du fait que tout le monde sait maintenant que l'élite touche de l'argent de la drogue. Il y a une corruption qui affecte profondément le système.

Le malaise social vient en grande partie de cet état de violence. Je crois que beaucoup voudraient vivre en fonction de normes sociales qui permettraient aux individus de circuler sans être attaqués.

X

Tu parlais de violence que tu relies à la guérilla

C.G.

Cela va de la petite violence de la rue jusqu'à la lutte armée. C'est tout cela la violence. Le problème dans les campagnes, c'est autant la guérilla qui fait pression sur les propriétaires que l'armée qui se rabat sur les paysans parce qu'ils sont censés protéger la guérilla. Il y a en même temps le narco-trafic qui est au milieu. Finalement, on ne sait pas qui est qui. La guérilla pratique les séquestrations. Il y a des pratiques qui sont typiquement du banditisme. Il y a un mélange très fort qui fait que la violence, est un problème majeur à l'heure actuelle.

X

A partir des quatre exposés, on peut dégager une idée qui est commune : c'est le fait qu'on est obligé de différencier le légal et le clandestin. Toutes les pratiques qu'on a décrites sont d'une façon ou d'une autre illégales et ne peuvent pas correspondre à une reconnaissance sociale. Par ailleurs, elles ne sont jamais clandestines. Elles sont connues de tous et dans un bon nombre de cas reconnues socialement.

...

En outre, il me paraît très difficile de répondre à la question initiale qui était de distinguer des pratiques qui seraient nécessaires socialement, de celles qui seraient destructrices et parasites. Il me semble que c'est une perspective fonctionnaliste (...) Je ne sais pas si, du point de vue sociologique, on peut faire ces différences.

GROUPE DE RECHERCHE

Villes et citadins des Tiers-Mondes

(CNRS, ORSTOM, Université Lyon II)

Programme "Citadinités"

Dossier n° 3

FORMES PARALLELES DE REGULATIONS URBAINES

Document provisoire

Mai 1987

Mise en forme du dossier :

- A. BATTEGAY**
- A. BELBAHRI**
- C. FERJANI**
- B. GANNE**
- E. LONGUENESSE**

GLYSI - Département "D" ORSTOM - IRMAC

correspondance : GLYSI - Université Lyon II - Avenue P. Mendès France - 69500 BRON

Tél. : 78 00 69 83